

MANIFESTE QEP

Rendre le bilan
énergétique local
POSITIF

2024



MANIFESTE QEP:

Rendre le bilan énergétique local positif

Août 2024

Mots clés :

#Quartiers à énergie positive #voies de collaboration

Auteurs :

wonderland

Bahanur Nasya, wonderland, Vienne, Autriche. ORCID 0000-0002-5720-910X office@wonderland.cx

Yilmaz Vurucu, xsentrikarts, Vienne, Autriche. ORCID 0009-0000-4584-1872 xsentrikarts@hotmail.com

Batuhan Akkaya, wonderland, Istanbul, Turquie. ORCID 0000-0001-5137-342X projectspace@wonderland.cx

Conception graphique et illustration :

wonderland

Batuhan Akkaya et Danny Nedkova

Traduction en français :

Georges Mercier

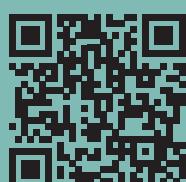
Remerciements :

Cette étude a été en partie financée par le projet PED-ACT (Auto characterization of PEDs for digital references towards iterative process optimisation), qui a reçu un financement dans le cadre de l'initiative de programmation conjointe (JPI) Urban Europe. Elle bénéficie du soutien financier du programme d'innovation stratégique « Viable Cities », financé par Vinnova, l'Agence suédoise de l'énergie et Formas (P2022-01000), le Centre de recherche scientifique et technologique de Turquie (Türkiye) et le ministère fédéral autrichien de l'action climatique, de l'environnement, de l'énergie, de la mobilité, de l'innovation et de la technologie (BMK).

Financé par :



Veuillez scanner ce code QR pour visiter le site web du projet PEDACT et obtenir plus d'informations.



ISBN
978-3-903657-01-4

Index

01	À propos du manifeste
05	Avant-propos
08	Un modèle de transition pour donner du pouvoir à chacun
10	Emulation entre pairs et opportunités de collaboration
12	Energies renouvelables, nouveau jeu, nouvel acteur
13	Une approche intégrée des projets liés au développement durable et à l'énergie
15	Aspects sociaux
15	Aspects liés aux processus
16	Aspects techniques
16	Aspects liés à la gouvernance
17	Aspects environnementaux
17	Aspects juridiques
18	Aspects financiers
18	Aspects managériaux
19	Que pouvons-nous exiger ?
19	Donner un prix au carbone
20	Des dépenses publiques au service de l'intérêt général
21	Énergie et innovation zéro carbone
22	La quantité compte : transformer les industries
24	Placer la justice climatique au cœur de nos actions
27	Que pouvons-nous faire aujourd'hui ?
28	S'impliquer dans des projets énergétiques
28	Utiliser des énergies vertes et réduire sa consommation
28	Mobilité active et transports publics
28	Collaborer avec les communautés énergétiques
28	Equiper son domicile et son lieu de travail
28	Continuer à exiger de meilleures opportunités
29	Conclusion

À PROPOS DU MANIFESTE

Ce manifeste présente une vision pour la transition vers des quartiers à énergie positive (QEP) grâce à une approche holistique et inclusive. Il souligne la nécessité de responsabiliser les communautés, de favoriser la collaboration et d'intégrer les aspects sociaux, techniques, environnementaux et de gouvernance. Le manifeste plaide en faveur de revendications essentielles telles que la tarification du carbone, l'orientation des dépenses publiques vers des projets durables et la priorité accordée à la justice climatique. Il encourage également des actions immédiates, telles que l'investissement dans les énergies vertes, la participation à des communautés énergétiques et la promotion de politiques publiques plus ambitieuses. L'objectif ultime est de créer, pour l'avenir, des quartiers à énergie positive qui soient durables, résilients et équitables.

— Ce manifeste a pour objectif de guider le développement de quartiers à énergie positive¹ et de mettre en avant les mesures qui peuvent et doivent être prises pour mettre en place un cadre inclusif et collaboratif pour la transition énergétique de nos quartiers. Il s'appuie sur l'expérience et les connaissances de différents réseaux et projets similaires, et inclut de nombreuses contributions provenant de solutions existantes, ainsi que d'experts et d'observateurs. Avec ce manifeste, nous mettons en avant les bonnes pratiques qui permettent le développement des QEP, la réduction des émissions de carbone et contribuent à la création de communautés énergétiques.

Le manifeste est né de nos expériences dans la création de quartiers à énergie positive à travers des études de cas menées dans le cadre du projet PED-ACT financé par le DUT.

PED-ACT est un consortium composé d'organisations basées en Suède, en Autriche et en Turquie. Nous disposons d'une équipe diversifiée de chercheurs, de cinéastes, de décideurs et de praticiens issus de municipalités et d'institutions. Nous avons aussi établi des partenariats avec des acteurs locaux du secteur de

l'énergie et du logement, rendant le processus PED-ACT et l'élaboration de ce manifeste ouverts à différents réseaux, tels que le réseau d'experts DUT, les chercheurs PED-EU-NET et les experts locaux dans les pays partenaires.

Le concept de quartier à énergie positive a été choisi afin de pouvoir aider les initiatives locales à atteindre la neutralité carbone², à équilibrer la production d'énergie locale et durable pour répondre à la demande locale, et à donner aux habitants les moyens de participer au processus et de s'impliquer dans cette démarche. Bien que les initiatives locales du projet PED-ACT concernent principalement les citoyens, elles ne sont pas séparées ou isolées des équipements publics, industriels et de transport. En tant qu'instance de gouvernance, nous suggérons le développement d'une communauté énergétique³ afin de renforcer l'interaction et la collaboration entre les résidents d'un QEP, parallèlement à l'objectif de produire localement de l'énergie durable.

Notre travail vise à garantir la justice environnementale et sociale et à assurer un impact local réel en rendant le processus de transition énergétique inclusif et collaboratif, en particulier à travers la planification, la mise en œuvre et le fonctionnement des quartiers à énergie positive. Nous pensons également que le processus de transition énergétique peut offrir de nouvelles opportunités sous la forme d'une réduction de la consommation, d'une amélioration de la qualité des bâtiments, du développement de nouvelles compétences et professions, et enfin, en proposant des options qui peuvent aider à façonner la transition en fonction de valeurs personnelles ou communautaires uniques.

Notre travail nous a permis d'acquérir des connaissances essentielles qui, selon nous, peuvent être utiles aux citoyens, aux décideurs, aux experts et aux communautés locales. Nous sommes convaincus que la demande collective d'inclusion et de transparence dans le secteur de l'énergie peut avoir un impact significatif et jouer un rôle dans la démocratisation du marché de l'énergie. Grâce à ce manifeste, les acteurs locaux issus de divers

domaines peuvent avoir accès à une série d'idées et d'approches qui les aideront à lancer et à orienter leurs propres processus locaux.

Le manifeste se concentre sur trois concepts comme point de départ pour créer une synergie positive, offrir un objectif clair et promouvoir un développement efficace de l'environnement bâti grâce à une utilisation équilibrée de l'énergie. Ils contribuent également à formuler ce que nous considérons comme un élément crucial de la création des QEP, à savoir rassembler les citoyens et les groupes de citoyens afin qu'ils développent et lancent des projets à leur manière.

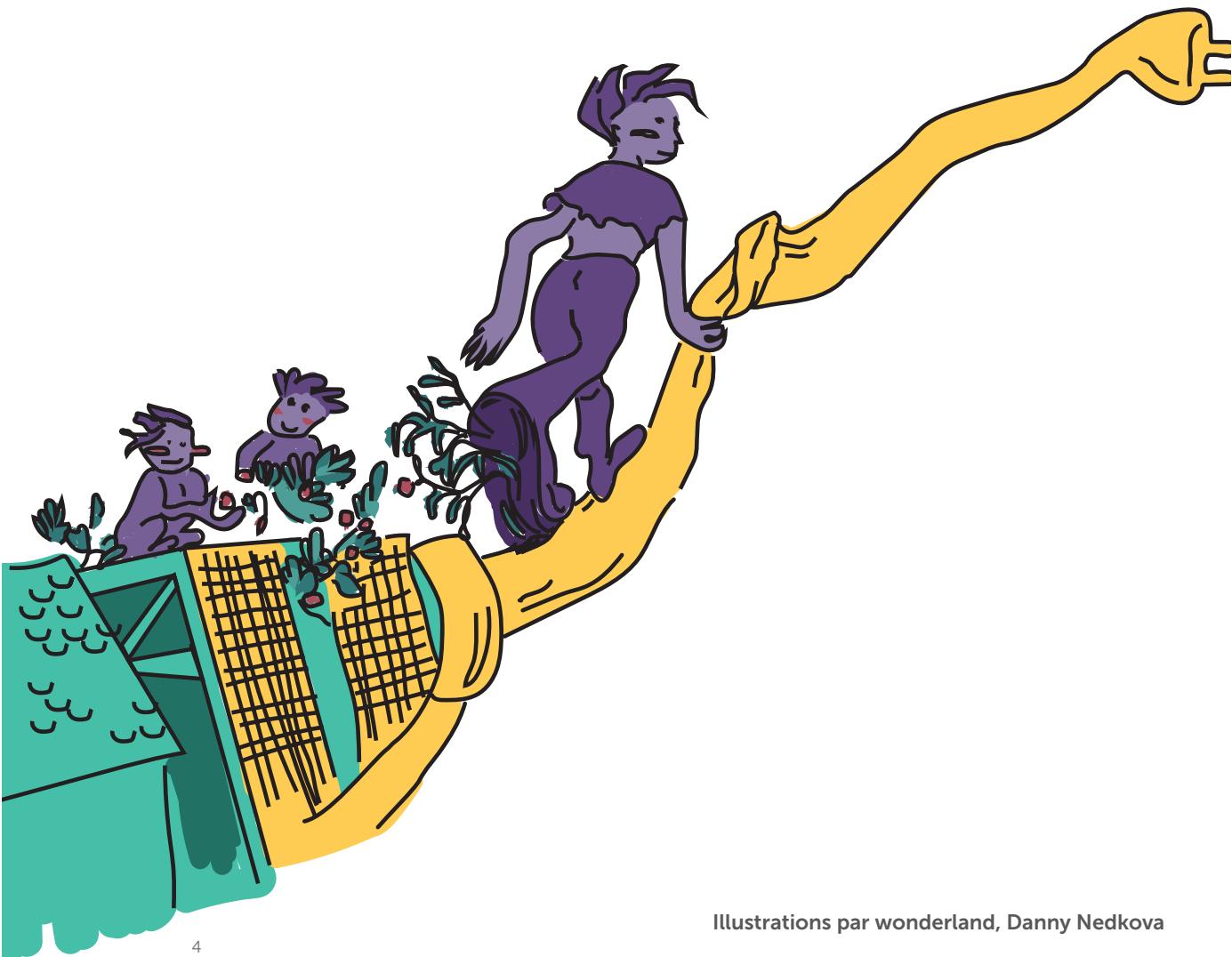
¹ Les quartiers à énergie positive (QEP) désignent une zone définie qui produit plus d'énergie qu'elle n'en consomme. Cette zone peut être un lotissement, un ensemble de bâtiments, un quartier ou un arrondissement, qui utilise uniquement des énergies renouvelables produites dans la zone définie. L'objectif principal est d'améliorer la qualité des bâtiments, de produire de l'énergie localement et d'adapter la demande énergétique à la production, afin d'atteindre un bilan énergétique positif.

² La neutralité carbone implique de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) d'origine

humaine. L'accent est mis ici sur les utilisations et les processus liés aux combustibles fossiles. Dans le secteur de l'énergie, les GES sont produits par les utilisations domestiques et professionnelles courantes, telles que le chauffage, la cuisine et autres, mais ce sont surtout la mobilité des personnes et l'industrie de la construction qui dépendent fortement des combustibles fossiles. Grâce à l'utilisation d'énergies renouvelables, les émissions de GES peuvent être considérablement réduites dans le fonctionnement des bâtiments, des agglomérations, des transports et de la vie quotidienne.

³ Les communautés énergétiques (CE) sont des groupes de personnes ou d'organisations qui sont reliées entre elles par leur production et leur consommation d'énergie. Elles concluent souvent un accord de collaboration et d'échange afin de partager principalement l'énergie produite localement.

Ces trois concepts constituent le point de départ de ce manifeste, car ils créent une synergie forte et permettent de clarifier l'objectif poursuivi : favoriser un développement efficace de l'environnement bâti en équilibrant la consommation d'énergie, tout en rassemblant les citoyens afin qu'ils puissent initier leurs propres démarches.



Illustrations par wonderland, Danny Nedkova

AVANT-PROPOS

Le dérèglement climatique est devenu un défi majeur pour notre société. Il continue de menacer notre bien-être et la vie de millions de personnes, ainsi que la faune et la flore locales.
Il existe de nombreuses façons de changer la voie sur laquelle nous nous sommes engagés, mais nous devons veiller à ce que la transformation soit accessible et possible pour tous les citoyens.

— Notre climat est en pleine mutation, ce qui cause des dommages, affecte notre habitat et menace de nombreuses populations ainsi que notre faune et notre flore, c'est-à-dire les fondements mêmes de la vie telle que nous la connaissons.⁴ La gravité des changements dépendra fortement des mesures que nous prendrons pour lutter contre les principaux facteurs responsables des changements qui menacent notre existence, à savoir les émissions de carbone et leur impact sur nos vies.

La science est claire : nous nous dirigeons vers une catastrophe climatique si nous poursuivons dans un mode de vie marqué par le gaspillage auquel nous nous sommes habitués. Le carbone présent dans notre écosystème entraîne des dommages et des perturbations massifs, ce qui nous oblige à modifier radicalement nos modes de vie et nos comportements collectifs. Nos chaînes d'approvisionnement doivent

être relocalisées, la renouvelabilité et la sobriété devenant des critères déterminants dans tous les domaines, y compris pour la production d'énergie.

Une façon d'y parvenir est de produire et de consommer localement, ce qui inclut l'énergie dont nous avons besoin au quotidien. Les moyens financiers et technologiques nécessaires à de telles solutions existent déjà. Des possibilités de financement sont disponibles au niveau local, national et européen, ainsi que de nombreuses solutions développées sur d'autres continents. Les chercheurs et les acteurs de l'innovation ont mis au point une multitude de moyens pour améliorer l'efficacité, réduire la consommation et produire de l'énergie renouvelable. Ce qu'il faut, c'est une demande sociale plus forte en faveur du changement, portée par des

individus ou des communautés locales désireux de vivre ce changement et de créer de nouvelles opportunités. Il y a un fort besoin pour une action collective ayant un impact significatif, fondée sur une volonté et une ambition communes.

Il va sans dire que les gouvernements et les institutions doivent mener la transition vers la durabilité. Cette transition doit également inclure les citoyens et la société, étant donné qu'un changement à grande échelle n'est possible qu'avec un soutien tout aussi large.

Ce manifeste est un appel à initier ensemble la transition énergétique, et à collaborer pour assurer un avenir meilleur pour nous-mêmes et pour le monde que nous laisserons derrière nous.

Bahanur Nasya, directeur de wonderland – plateforme pour l'architecture européenne
Yilmaz Vurucu, cinéaste, écrivain, chercheur



Complexe résidentiel à Alcorcón, Espagne. Image de Wonderland, Batuhan Akkaya

Un modèle de transition pour donner du pouvoir à chacun

La transition énergétique doit être portée par les communautés

pour être, dès le départ, efficace et bénéfique pour la société.

L'ensemble de la communauté doit jouer un rôle actif dans la réalisation des objectifs de durabilité. La transition énergétique peut être à la fois un moteur d'action et un levier de transformation pour

nous toutes et tous. Construisons ce changement ensemble.

La transition énergétique désigne le passage du système mondial de production et de consommation d'énergie fossile à des sources d'énergie renouvelables telles que l'éolien et le solaire. Afin d'atteindre la neutralité climatique en matière de consommation d'énergie, le modèle de gouvernance doit adopter une approche qui donne la priorité à l'autonomisation des citoyens afin qu'ils puissent jouer un rôle et développer des solutions adaptées à leur contexte et à leurs préférences. Attendre des décisions et des initiatives descendantes n'est pas suffisant pour aboutir au type de changement rapide et systémique dont nous avons besoin.⁵

La transition énergétique doit être portée par les communautés pour être, dès le départ, efficace et bénéfique pour la société. L'ensemble de la communauté doit jouer un rôle actif dans la réalisation des objectifs de durabilité. La transition énergétique peut être à la fois un moteur d'action et un levier de transformation pour nous toutes et tous. Construisons ce changement ensemble.

La crise climatique est par nature transfrontalière et mondiale, tant par son ampleur que par son échelle, et appelle une action coordonnée et une collaboration renforcée afin d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2035. Il apparaît clairement que, pour atteindre cet objectif, nous devons non seulement prendre une décision réfléchie, mais aussi adopter les modes de vie qu'implique un tel choix fondamental. L'ensemble de la communauté doit jouer un rôle actif dans l'atteinte

de ces objectifs, dans la mesure où ses membres ont accès aux connaissances et aux savoir-faire nécessaires pour identifier ce qui peut être concrètement modifié et ainsi adapter les transformations requises à la vie quotidienne.

Donner aux acteurs locaux les moyens d'agir est la clé du succès. Bien qu'il existe de nombreux concepts prometteurs pour faciliter la transition énergétique, celui des communautés énergétiques s'est imposé comme une approche largement reconnue en Europe. L'approche holistique des quartiers à énergie positive peut jouer un rôle positif en proposant une voie alternative pour accompagner la transition nécessaire à chaque communauté.

⁵ Agence internationale de l'énergie (2020) Énergies renouvelables 2020 – Analyse et prévisions jusqu'en 2025, AIE, Paris, France. <https://www.iea.org/reports/renewables-2020>

Agence internationale de l'énergie (2023) Énergies renouvelables 2023 – Analyse et prévisions jusqu'en 2028, AIE, Paris, France. <https://www.iea.org/reports/renewables-2023>



Panneaux solaires sur le toit, Schönbühel, Autriche, image de wonderland Batuhan Akkaya.

Emulation entre pairs et opportunités de collaboration

Les gouvernements peuvent stimuler l'action climatique par leur influence internationale, en tenant les acteurs responsables de leurs actions et en soutenant les initiatives locales grâce à des financements dédiés au climat. Ces actions permettent aux communautés de s'engager vers la neutralité carbone, soutiennent le recours aux énergies renouvelables et créent des opportunités équitables au sein d'un marché de l'énergie en pleine transformation.

Les gouvernements peuvent contribuer en coopérant afin de renforcer leur influence sur la scène internationale et utiliser les outils de l'action diplomatique pour promouvoir l'action climatique à l'échelle mondiale. Afin de réduire immédiatement les émissions, il est nécessaire de désigner les acteurs responsables des atteintes climatiques et de les mettre face à leurs responsabilités, un domaine dans lequel les gouvernements ont un rôle majeur à jouer. Ils peuvent également agir en soutenant l'implication des citoyens et des organisations. À cet égard, les appels à projets en matière de climat et de transition énergétique constituent un levier essentiel pour initier des dynamiques de changement au sein des communautés locales et en renforcer l'impact.

Des appels à financement dédiés au climat et à la transition énergétique sont régulièrement lancés par les gouvernements, en Europe comme dans le reste du monde. Ces opportunités de financement peuvent être considérées comme de véritables incitations permettant d'associer les citoyens aux processus de transition et d'activer les communautés en leur permettant de bénéficier d'un soutien financier. Elles favorisent également la mise en réseau avec des experts, facilitant ainsi le transfert de connaissances et la mise en œuvre de décisions éclairées, adaptées aux contextes locaux. Si le changement climatique constitue un défi majeur pour nos sociétés, les nouvelles conditions qu'il engendre peuvent également ouvrir des opportunités pour résoudre ces problématiques en collaboration avec les citoyens. Le recours aux financements climatiques pour renforcer

les capacités d'action des citoyens permet non seulement d'accélérer la transition vers la neutralité carbone, mais aussi de rendre possibles des solutions locales et des processus décisionnels ancrés dans les territoires.

Atteindre la neutralité carbone exige une réduction massive des émissions dans l'ensemble des secteurs, des pays et des communautés. Étant donné que toutes nos activités dépendent de l'énergie, modifier les sources énergétiques peut avoir un impact considérable sur les émissions que nous produisons. Il est nécessaire d'accroître l'approvisionnement en énergies renouvelables fiables au sein des réseaux énergétiques nationaux et locaux, et chaque contribution au développement et à l'utilisation des énergies renouvelables revêt une importance majeure. Alors que le marché des énergies renouvelables est encore en phase d'émergence, il constitue une opportunité importante pour créer des perspectives équitables au bénéfice des communautés locales.⁶

⁶ Jacobson, M., et al. (2017) Feuilles de route énergétiques 100 % propres et renouvelables pour tous les secteurs, basées sur l'énergie éolienne, hydraulique et solaire, pour 139 pays du monde. Joule, vol. 1.1, p. 108-121.



Panneaux solaires et vélos en libre-service à Madrid, Espagne, image de wonderland. Batuhan Akkaya.

Énergies renouvelables : nouveau jeu, nouvel acteur

Définissons des règles équitables et plaçons l'autonomisation des communautés locales au cœur des priorités.

La mesure qui s'impose désormais consiste à mettre un terme à toute nouvelle extraction de combustibles fossiles (pétrole, gaz et charbon) et à organiser la sortie définitive des productions existantes. Cette évolution entraînera des transformations systémiques des modèles économiques, de l'emploi, des contextes locaux et des infrastructures. Elle nécessitera à la fois l'adaptation de certains éléments du système énergétique, tels que la distribution, et le développement d'autres dimensions, notamment la production locale et durable d'énergie. Des dispositifs de soutien et des solutions alternatives permettant d'accompagner les efforts requis pour cette transition existent déjà ; toutefois, leur adoption par les communautés locales demeure, à ce stade, encore difficile et insuffisamment accessible.

Pour permettre l'essor rapide du secteur des énergies renouvelables — éolien, solaire, énergies marines (marémotrice et houlomotrice) ainsi que les innovations technologiques associées — il est nécessaire de mobiliser davantage de personnes afin qu'elles soutiennent, adoptent et déploient ces technologies.⁷ Des infrastructures renforcées, des mécanismes de soutien adaptés et des modèles de gouvernance appropriés sont indispensables pour permettre aux citoyens de jouer un rôle actif dans la transition énergétique, à la fois en tant que producteurs et consommateurs.

Les transformations du secteur énergétique affectent les communautés de manière inégale, en particulier en raison de la hausse des prix, qui pousse de nombreux ménages vers la précarité énergétique. L'instauration d'un nouvel ordre du marché de l'énergie, offrant un soutien actif aux groupes sociaux et aux communautés les plus touchés, renforcerait la résilience de notre société. Dans certains territoires économiquement défavorisés, cette transition peut également créer de nouvelles opportunités de production locale, de revenus territorialisés et le renforcement du lien communautaire. Les communautés énergétiques et les quartiers à énergie positive sont en mesure

de fournir une énergie décentralisée, gérée collectivement, durable et à faible coût pour tous. En outre, la production locale d'énergie peut contribuer à renforcer la participation citoyenne et la coopération communautaire, y compris dans les zones les plus isolées, en favorisant une meilleure adéquation entre la production et la consommation d'énergie.

Les coûts de production de l'énergie durable continuent de diminuer fortement, dépassant déjà, dans de nombreux cas, ceux des modes de production conventionnels. En 2022, la part de l'énergie consommée dans l'Union européenne provenant de sources renouvelables s'élevait à 23 %, contre 21,9 % en 2021. Cette progression est en grande partie due à la forte croissance de l'énergie solaire. Cette part est également amplifiée par la baisse de la consommation d'énergies non renouvelables observée en 2022, liée à la hausse des prix de l'énergie ; toutefois, les énergies renouvelables devraient poursuivre leur croissance en Europe.⁸

Il est nécessaire de mettre un terme aux subventions accordées aux combustibles fossiles et aux installations nucléaires, et de réorienter ces ressources vers les énergies renouvelables. Le Fonds monétaire international estime que les subventions aux combustibles fossiles représentaient environ 4 700 milliards de dollars américains, soit 6,3 % du PIB mondial, en 2015. Ces montants proviennent de financements publics. En pratique, ils sont donc supportés par l'ensemble des citoyens et permettent aux industries des combustibles fossiles et du nucléaire de polluer l'environnement et de mettre en danger par, ces pollutions, la santé et la vie de tous les êtres vivants.

⁷ OCDE/AIE et IRENA (2017) Perspectives pour la transition énergétique : besoins d'investissement pour un système énergétique à faible intensité de carbone, Agence internationale de l'énergie, 204 p. https://www.irena.org/-/media/Files/IRENA/Agency/Publication/2017/ Mar/Perspectives_for_the_Energy_Transition_2017.pdf?la=en&hash=56436956B74DBD22A9C6309ED76E3924A879D0C7

⁸ Agence européenne pour l'environnement (2024). Part de la consommation d'énergie provenant de sources renouvelables en Europe. 27 mars 2024. <https://www.eea.europa.eu/en/analysis/indicators/share-of-energy-consumption-from?activeAccordion=ecdb3bcf-bbe9-4978-b5cf-0b136399d9f8>

Une approche intégrée des projets liés au développement durable et à l'énergie

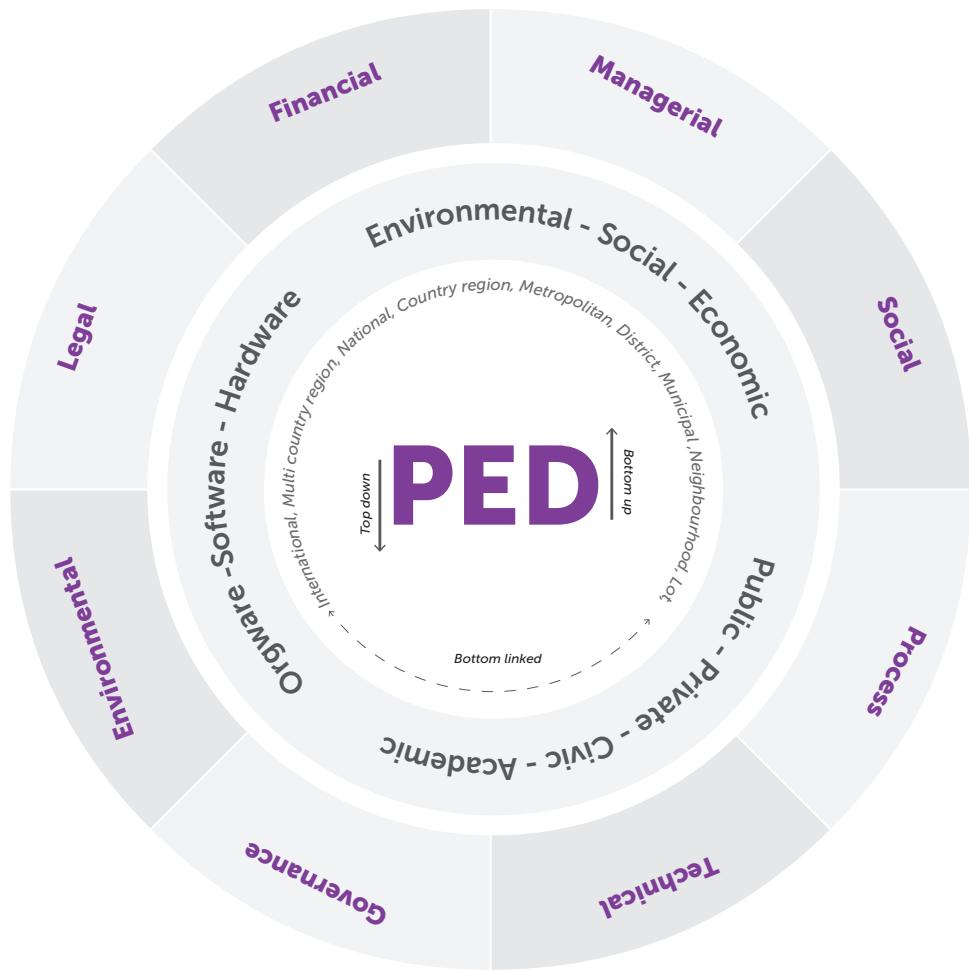
Un projet énergétique ne peut ni se constituer ni fonctionner durablement de manière isolée et sans l'implication des acteurs concernés. Il est donc nécessaire de mettre en place un cadre de soutien à la transition énergétique locale, fondé sur des piliers solides et sécurisés, garants de sa réussite et de sa pérennité. Pour être pertinent aux yeux des communautés, un projet doit aborder la question de la durabilité non seulement sous l'angle environnemental, mais également sous ses dimensions sociale et économique.

Si l'un de ces aspects est négligé, le projet a peu de chances d'aboutir. Un projet qui ne respecte pas les objectifs environnementaux risque de ne pas bénéficier du soutien de la société dans son ensemble ; un projet insuffisamment structuré et développé sur le plan économique s'exposera à un échec financier ; et un projet qui exclut la communauté locale, ou ne l'associe pas activement au processus, court le risque de se heurter à une forte résistance locale.

Pour y remédier, il est possible d'analyser la manière dont l'orgware, le software et le hardware prennent en compte les trois dimensions de la durabilité évoquées ci-dessus. Cette approche différenciée peut aider les porteurs de projet et les communautés à identifier les faiblesses du projet et à mobiliser des partenaires de collaboration appropriés issus des secteurs public, privé, associatif et académique, afin de renforcer l'impact du projet et d'en assurer la durabilité à long terme.

La trajectoire de la transition énergétique repose sur des processus techniques de planification et de mise en œuvre développés en parallèle des dimensions sociales relatives à la communauté et à la gouvernance du projet. Les aspects financier, juridique et environnemental doivent être pleinement intégrés dans un cadre de gouvernance garantissant la durabilité et l'impact à long terme. Bien que ces dimensions puissent varier selon les contextes, une vision partagée demeure indispensable quant à leur signification pour la communauté et aux objectifs globaux du projet.

Dans ce manifeste, nous proposons un système de valeurs destiné à guider l'ensemble des projets énergétiques, en particulier les communautés énergétiques et les quartiers à énergie positive.



Une approche intégrée des projets liés au développement durable et à l'énergie. Source Wonderland, 2024.



Aspects sociaux

L'un des aspects essentiels d'un projet de transition énergétique réside dans la nécessité d'impliquer une communauté de parties prenantes, qu'elles soient issues d'une communauté énergétique déjà constituée ou qu'elles regroupent d'autres communautés au sein d'un quartier à énergie positive préalablement identifié. Cette démarche inclusive constitue une nouvelle manière de rapprocher production et consommation d'énergie, et de penser localement ou à travers les réseaux interpersonnels.

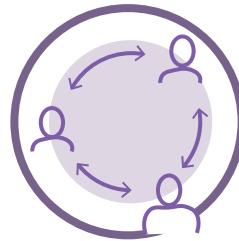
De nombreux projets manquent encore d'une dimension sociale dans leur agenda, ce qui conduit fréquemment à des résistances locales. La prise en compte des valeurs et des attentes locales, et leur intégration dans le projet, tout en améliorant les opportunités et le bien-être des populations concernées, peut constituer un levier efficace pour renforcer l'adhésion locale. L'implication précoce des parties prenantes, afin de leur donner un rôle et une voix dans le processus, est essentielle ; même si tous les citoyens ne sont pas en mesure de tirer pleinement parti de ces dispositifs, ils en reconnaîtront la sincérité et l'intention.

Objectif : implication précoce des parties prenantes

Méthode : renforcement ou intégration de la communauté

À éviter : manque ou érosion de la confiance

Accords : valeurs communes et consentement social



Aspects liés au processus

Un autre facteur important à prendre en compte est la sensibilisation au processus et l'acquisition de l'expertise nécessaire pour en garantir le succès.

Selon l'importance de l'espace de transition, de l'état de préparation de l'environnement bâti et de la transition envisagée, le processus peut être long et nécessiter parfois une expertise approfondie, ainsi qu'un engagement fort de la part des acteurs concernés. L'acquisition d'une expertise peut aider à gérer les erreurs (selon les cas), à revitaliser les quartiers et à traiter les lacunes techniques et les risques. De nombreux aspects du processus peuvent sembler similaires, mais chaque étape nécessite des connaissances et des compétences particulières ou spécifiques.

Certains processus sont menés par des décideurs, d'autres par des administrations, des investisseurs ou même des citoyens. L'ensemble des connaissances et des compétences apportées par chaque acteur implique, dans tous les cas, de rechercher et de mobiliser des appuis dans les domaines où l'expertise fait défaut. Ainsi, une perspective éclairée permettra de mieux comprendre comment le processus peut conduire à un soutien adéquat et, finalement, à la réussite du projet, tandis que les interruptions du processus peuvent entraîner une perte de temps, de ressources et, pire encore, de confiance. Des collaborations véritablement synergiques ne peuvent se développer que dans le cadre d'un processus structuré, ouvert à l'accompagnement et au soutien.

Objectif : un soutien au processus qui mène au succès

Méthode : adaptation à l'état de l'art et à la technologie et mise en adéquation avec le soutien local pour créer une synergie

À éviter : les interruptions du processus

Accords : collaboration synergique et soutien local



Aspects techniques

L'expertise en matière d'environnement bâti, de systèmes, d'énergie, de matériaux, de durabilité et de numérisation est essentielle pour développer un projet énergétique, créer les mesures appropriées pour économiser l'énergie et comprendre comment la combinaison des bons outils peut permettre de constituer un mix énergétique répondant aux besoins de la communauté. Le développement technique d'un projet énergétique repose sur des compétences multiples et nécessite souvent un accompagnement technique très spécifique, adapté aux caractéristiques du bâtiment ou à ses usages. Parallèlement, les contraintes et potentiels environnementaux ouvrent la voie à différentes formes de production d'énergies renouvelables. Une vision claire et globale des besoins et des options disponibles permet d'élaborer un modèle technique équilibré, bénéfique à la société, à l'environnement et à l'économie locale. Les modèles de communautés énergétiques et de quartiers à énergie positive doivent être adaptés aux contextes locaux pour être pleinement efficaces.

Objectif : un soutien technique qui correspond aux besoins et aux options disponibles

Méthode : faire correspondre le potentiel local et les besoins locaux

À éviter : les lacunes techniques

Accords : piste d'innovation intelligente et continue



Aspects liés à la gouvernance

Un projet énergétique doit définir clairement quand impliquer quels acteurs, comment les décisions sont prises et qui est en mesure d'intervenir lorsque des difficultés surviennent. La définition de règles communes en matière de pratiques et de prise de décision, la répartition des responsabilités en situations d'urgence, ainsi que l'énoncé des valeurs partagées sont des éléments essentiels. De même, la clarification des objectifs du projet et la définition des missions managériales sont fondamentales pour assurer une gouvernance efficace. Sur le long terme, les acteurs, parties prenantes, membres et conseillers ne peuvent s'engager durablement et co-construire le projet que si leurs rôles sont clairement définis et s'ils perçoivent l'importance et l'urgence de leur contribution. Le modèle de gouvernance doit répondre à ces attentes et servir à structurer les relations de pouvoir et de responsabilité.

Par exemple, lorsqu'un projet de quartier à énergie positive repose sur une gouvernance construite par les citoyens en collaboration avec une autorité publique, cela envoie un signal clair quant à la répartition des responsabilités au sein du projet. De même, lorsqu'une communauté énergétique permet à ses membres de participer aux décisions relatives au programme et à la tarification, cela témoigne clairement de la prise en compte de leurs intérêts. Par ailleurs, afin de renforcer la résilience face aux situations complexes, le modèle de gouvernance peut intégrer une approche de gouvernance multiniveaux, s'appuyant sur la diversité des expertises présentes au sein du groupe et de ses membres. Enfin, le modèle de gouvernance peut viser à instaurer une culture de collaboration respectueuse, soutenue par un écosystème associant autorités publiques, experts, techniciens et chercheurs.

Objectif : établir une culture de bonne gouvernance

Méthode : gouvernance à plusieurs niveaux et objectifs sociétaux alignés

À éviter : manque de transparence

Accords : relations de pouvoir équilibrées



Aspects environnementaux

Un environnement fonctionnel et des écosystèmes en bonne santé sont essentiels à la résilience et à notre avenir commun. Chaque communauté peut disposer de son propre ensemble de mesures, de solutions et de priorités environnementales. Des enjeux locaux aux priorités régionales, nationales et continentales, de nombreuses nuances existent ; il est donc crucial d'identifier les thématiques environnementales les plus pertinentes pour une communauté énergétique ou un projet de quartier à énergie positive, afin de favoriser l'engagement des citoyens dans l'action collective. D'autant plus que la transition énergétique, lorsqu'elle s'appuie sur une communauté énergétique ou un quartier à énergie positive, implique le plus souvent des changements concrets dans les modes de vie, tels que la réduction de la consommation, l'investissement dans la production locale ou l'implication active au sein d'un projet énergétique. La définition claire de ces dimensions au sein du projet est dès lors essentielle.

Des résistances liées à des enjeux environnementaux ou des difficultés juridiques résultant de la réglementation environnementale peuvent compromettre la réussite du projet. À l'inverse, un projet énergétique bien structuré peut contribuer aux objectifs environnementaux globaux, notamment en matière de protection des espèces ou de restauration des milieux. L'objectif central des dimensions environnementales d'un projet demeure toutefois l'optimisation de la consommation, de manière à ce que la demande puisse être satisfaite localement. D'autres ressources peuvent également être mobilisées dans ce processus de mise en adéquation, notamment par le recours aux solutions fondées sur la nature, aux modèles d'économie circulaire et à des approches similaires.

Objectif : optimiser la consommation

Méthode : valeurs réelles et données fiables

À éviter : manque de transparence

Accords : données et informations sous forme de boucles de rétroaction



Aspects juridiques

De nombreuses contraintes juridiques peuvent s'avérer contre-productives pour les projets visant la neutralité climatique. Dans le secteur de l'énergie, les projets de petite échelle et les initiatives portées par les citoyens remettent en question l'organisation traditionnelle des systèmes énergétiques. Ces projets transforment aujourd'hui, de manière très concrète, le secteur et nécessitent l'ouverture d'un dialogue approfondi afin de favoriser l'innovation juridique. Cette dimension juridique permet de définir et de qualifier le projet en termes de modèle de gouvernance, de cadre réglementaire applicable, de modalités contractuelles, de garanties de sécurité, etc.

Même des réglementations apparemment simples peuvent poser des défis importants quant à la conception et au fonctionnement d'un projet énergétique. D'un point de vue juridique, un projet énergétique doit répondre à des exigences de stabilité et de sécurité, des critères difficiles à établir dans un secteur en pleine transition. À titre d'exemple, les communautés énergétiques ont été confrontées ces dernières années à des évolutions législatives constantes, et certaines réformes envisagées se sont révélées inapplicables.

Disposer de compétences juridiques de base au sein de l'équipe, et le cas échéant s'appuyer sur des réseaux pour porter des besoins d'évolution du cadre légal, constitue un levier important pour les projets énergétiques. En tout état de cause, les projets énergétiques doivent prévenir les situations d'instabilité et les vides juridiques. Les évolutions du cadre légal doivent être centrées sur les communautés, au bénéfice de celles-ci, et non de quelques acteurs économiques privilégiés.

Objectif : stabilité et sécurité juridique

Méthode : analyse innovante et amélioration du cadre juridique

À éviter : instabilité et lacunes juridiques

Accords : cadre juridique axé sur la communauté



Aspects financiers

La transition énergétique constitue une priorité européenne sur la voie de la neutralité carbone, ce qui rend indispensables la recherche ainsi que le développement de nombreux produits, applications et méthodes. Ces projets sont souvent financés et subventionnés. Afin d'en garantir l'impact, ils doivent être conçus avec les acteurs locaux concernés par les problématiques traitées, et en particulier avec les personnes qui vivront directement dans les espaces impactés.

Au-delà de l'identification des bénéficiaires des financements, il est également essentiel de disposer d'un plan financier solide. Celui-ci doit notamment préciser l'origine des capitaux destinés à l'investissement et à l'exploitation, le modèle économique retenu et les modalités de gestion des ressources. La stabilité et l'indépendance financières constituent des éléments clés pour la réussite des projets énergétiques.

La compréhension claire de l'impact de différents scénarios sur le fonctionnement du projet et sur l'autonomisation des communautés constitue le fondement d'une prise de décision éclairée, tout en apportant de la lisibilité sur les dimensions sociales, de gouvernance et managériales. La volonté d'anticiper et d'éviter les coûts imprévus et les risques incite non seulement les participants à recourir à des expertises professionnelles, mais également à s'engager dans des projets de recherche collaboratifs, leur permettant d'accéder à des informations fiables pour orienter efficacement leurs projets. Enfin, le plan financier doit également intégrer de manière explicite les coûts futurs liés à l'exploitation, à la maintenance et au réinvestissement.

Objectif : stabilité et indépendance financières

Méthode : ventilation financière des scénarios

À éviter : coûts et risques imprévus

Accords : modèle de réinvestissement



Aspects managériaux

Une expertise portant sur le bâti, les systèmes, l'énergie, les matériaux, la durabilité et la numérisation peut s'avérer déterminante dans le développement d'un projet énergétique. L'accès à ces savoirs et savoir-faire permet de définir des mesures pertinentes d'efficacité énergétique et de mieux comprendre les outils nécessaires à l'élaboration d'un mix énergétique adapté aux besoins locaux. Pour gérer de tels systèmes complexes et multidimensionnels, la communauté doit disposer d'une compréhension de base des dimensions techniques, juridiques, environnementales et financières du projet.

Selon le modèle de gouvernance retenu, les modes de propriété et le degré de complexité du système, certaines tâches doivent être assurées localement, par une équipe dédiée ou par un responsable bien identifié. Cette personne, ou ce groupe de personnes, est chargé d'assurer la stabilité à long terme du projet et doit, à ce titre, disposer de compétences et d'une expérience adaptées. Les missions managériales peuvent également viser à renforcer les compétences et la résilience des habitants. À l'inverse, un manque de compétences ou de ressources humaines peut engendrer des situations d'instabilité. Comme pour les communautés énergétiques, les modèles génériques de quartiers à énergie positive doivent être adaptés aux contextes locaux pour être pleinement efficaces.

Objectif : stabilité à long terme

Méthode : renforcement des compétences et de la résilience

À éviter : compétences et ressources humaines insuffisantes

Accords : partenariat et appropriation (également pour les bénévoles)

Que pouvons-nous exiger ?

Commencer quelque part pour initier le changement.

UNE ÉNERGIE 100 % RENOUVELABLE EST DÉJÀ POSSIBLE.



Illustrations de Wonderland, Danny Nedkova

Donner un prix au carbone

Certes, les gouvernements et les banques centrales contrôlent les politiques budgétaires et monétaires. Toutefois, les gouvernements sont élus et cherchent à être réélus. Exiger d'eux les outils nécessaires au changement constitue donc l'action la plus évidente et la plus efficace. Nous avons besoin, de la part de l'ensemble des décideurs, à la fois d'instruments budgétaires — tels que la fiscalité carbone, les subventions et les mécanismes facilitant l'atteinte de la neutralité carbone — et d'outils monétaires.

Les revendications à porter sont simples :

1. Instaurer une fiscalité élevée sur le carbone et lui attribuer un prix ;
2. Mettre en place des incitations fiscales substantielles et des subventions directes en faveur des communautés capables de produire et d'utiliser des énergies renouvelables.

Les gouvernements peuvent également investir de manière volontariste dans la recherche et le développement de nouvelles technologies. Ils peuvent soutenir les moyens permettant de réduire davantage les coûts et d'accroître l'efficacité des énergies renouvelables, tout en donnant aux citoyens la capacité de jouer un rôle actif dans ces évolutions. Toute avancée dans ce domaine doit s'appuyer sur l'adhésion et le soutien des communautés. Pour l'ensemble des citoyens, il est essentiel de développer et de rendre accessibles des alternatives durables aux solutions carbonées — notamment dans les domaines du chauffage et des transports — afin de permettre une transition plus rapide vers les énergies renouvelables. Cette évolution peut améliorer de manière significative la viabilité financière de projets énergétiques tels que les communautés énergétiques et les quartiers à énergie positive.⁹

Les gouvernements ont l'opportunité de garantir une transition juste et équitable. Les solutions carbone doivent être coûteuses et proposées comme une option (onéreuse) parmi d'autres options très attractives et durables.



Des dépenses publiques au service de l'intérêt général

Les dépenses publiques proviennent du contribuable, ce qui signifie, en substance, qu'elles émanent de la collectivité. L'ensemble des ressources publiques doit donc être consacré à l'intérêt général. Les politiques budgétaires gouvernementales et intergouvernementales disposent d'un potentiel considérable pour accélérer la décarbonation et promouvoir les solutions fondées sur la nature, ainsi que l'accès aux énergies renouvelables pour tous.

Un principe à la fois logique et moral devrait s'imposer: les fonds publics doivent être utilisés exclusivement au service de l'intérêt public et du bien commun. Cela peut être garanti en donnant la priorité aux solutions neutres en carbone dans les investissements publics ainsi que dans les procédures d'achat de biens et de services. Des conditions peuvent également être définies afin de faire de l'implication et de la participation citoyennes un prérequis à tout processus. Les démarches d'innovation, de recherche et de développement doivent renforcer leur collaboration avec les citoyens et contribuer au développement de capacités au sein des communautés, afin de mieux servir l'intérêt général.

L'amélioration de l'efficacité énergétique des logements et des lieux de travail implique que les habitants et usagers soient pleinement associés aux démarches engagées. Leur participation favorise l'appropriation et l'adaptation des changements de modes de vie qu'ils ont eux-mêmes contribué à définir. En agissant dès à présent, gouvernements et communautés peuvent faire émerger de nouvelles économies durables, capables de fournir des moyens de subsistance et de l'énergie aux générations futures.

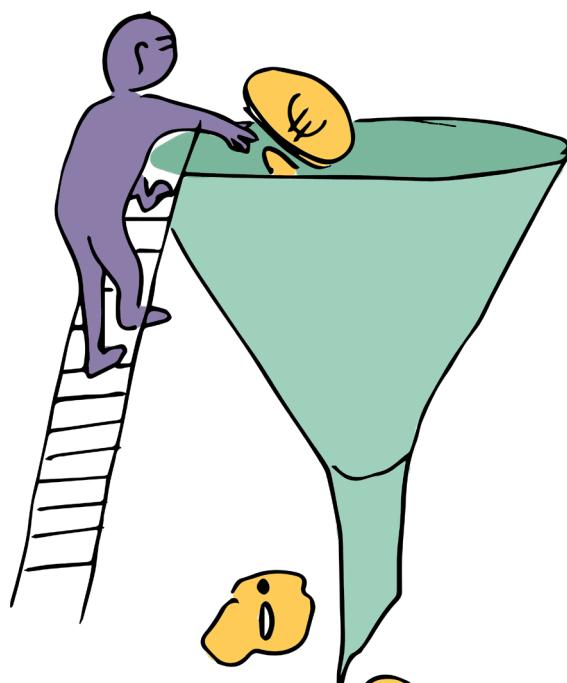
Il est évident que chaque région et chaque communauté présentent des spécificités propres, impliquant des solutions énergétiques et des niveaux de consommation différents. Toutefois, des approches locales telles que les communautés énergétiques et les quartiers à énergie positive permettent de mieux prendre en compte ces différences, tout en réduisant le gaspillage et les pratiques dommageables.

Les gouvernements doivent saisir cette occasion pour donner la priorité au bien commun dans les investissements à venir dans les énergies renouvelables. Investir dans les énergies renouvelables et les projets citoyens.

Les processus de recherche et développement doivent renforcer leur collaboration avec les communautés et favoriser la création d'opportunités locales en matière d'emplois verts. Les gouvernements peuvent également garantir une transition juste et équitable, bénéfique pour les communautés et, de ce fait, plus largement acceptée. Les investissements directs dans les énergies renouvelables et dans les communautés qui les soutiennent et les utilisent peuvent s'avérer plus efficaces et plus structurants que les investissements dans des projets de grande envergure.

De tels investissements contribueront à renforcer et à dynamiser les marchés des énergies renouvelables, tout en créant simultanément des alternatives locales en terme d'emploi. La création de ces emplois alternatifs et de nouvelles sources de revenus est particulièrement importante pour les personnes ayant perdu leur emploi ou leurs moyens de subsistance dans les secteurs basés sur les énergies carbonées.

⁹ Commission européenne (2016) Buying Green! – A Handbook on green public procurement, 3e édition, Commission européenne, Bruxelles, Belgique, 80 p. <https://ec.europa.eu/environment/gpp/pdf/Buying-Green-Handbook-3rd-Edition.pdf>



Énergie et innovation zéro carbone

Garantir un avenir compatible avec le climat suppose d'assurer une transition énergétique complète vers les énergies renouvelables. ODD 7 : Accès à tous à une énergie abordable, fiable, durable et moderne

Parallèlement à la transition vers les énergies renouvelables, il est nécessaire de renforcer l'indépendance énergétique et de garantir un approvisionnement durable. La résilience du secteur de l'énergie peut être accrue en soutenant des initiatives de plus petite échelle et la micro-production, qui offrent des bénéfices considérables aux segments les plus vulnérables de la société.

Il s'agit de l'un des objectifs les plus importants. C'est pourquoi l'Objectif de développement durable n° 7 des Nations unies (ODD 7) vise à garantir, d'ici 2030, l'accès de tous à une énergie abordable, fiable et durable. Pourtant, la précarité énergétique demeure un enjeu majeur pour de nombreuses communautés à travers le monde. En parallèle de l'objectif de neutralité carbone, les projets énergétiques doivent intégrer la justice climatique parmi leurs priorités.¹⁰

Des innovations doivent être développées dans les systèmes de production d'énergie portés par les communautés. Les communautés énergétiques et les quartiers à énergie positive permettent non seulement de réduire l'empreinte carbone, mais aussi de générer de nouvelles sources de revenus et de lutter contre la pauvreté. Les solutions coconstruites avec les citoyens peuvent être mises en œuvre aussi bien dans des quartiers urbains denses que dans des zones isolées et moins développées. En outre, la production locale d'énergie réduit la nécessité de recourir à des infrastructures énergétiques coûteuses et limite la dépendance aux importations d'énergie, accélérant ainsi la transition vers la neutralité carbone.

Les gouvernements doivent jouer un rôle moteur en soutenant les systèmes énergétiques innovants à l'échelle citoyenne comme levier pour atteindre les Objectifs de Développement Durable, en particulier l'ODD 7, contribuant ainsi à l'atténuation du réchauffement climatique.¹¹ L'intégration des objectifs de l'ODD 7 dans les projets énergétiques permet non seulement de garantir des dimensions sociales équitables, mais aussi d'ancrer le bien commun au cœur des modèles de gouvernance et de gestion au bénéfice des populations locales. La transformation du secteur de l'énergie peut ainsi jouer un rôle structurant, tandis que de nouveaux cadres réglementaires peuvent veiller à ce que personne ne soit exclu.



Illustrations de Wonderland, Danny Nedkova

La quantité compte - Transformer les industries

D'ici 2050, il nous faudra l'équivalent des ressources de trois planètes Terre pour soutenir notre modèle économique et nos modes de vie actuels. Faire de l'économie circulaire et de la réduction de la consommation des alliées naturelles des systèmes énergétiques locaux.

Notre modèle économique linéaire est directement responsable de la dégradation climatique, rendant urgente la transition vers un modèle circulaire qui limite et aligne notre consommation sur les capacités des ressources planétaires.

Le modèle de l'économie circulaire repose sur un équilibre entre production et consommation¹², fondé sur des principes de partage, de réparation et de recyclage des matériaux et produits existants, afin d'en prolonger le cycle de vie. Ce modèle s'inscrit en parfaite cohérence avec les principes des systèmes de production énergétique locaux, tels que les communautés énergétiques et les quartiers à énergie positive. De tels systèmes peuvent accompagner efficacement les industries et les communautés locales dans la réduction significative de leur empreinte environnementale, en leur offrant la possibilité de recourir à des énergies renouvelables produites localement.

En retour, les avancées des modèles circulaires dans des secteurs tels que l'électronique, le textile, le mobilier, la chimie ou les matériaux de construction peuvent contribuer à accroître l'impact positif du secteur de l'énergie. La combinaison de ces deux approches, mises en œuvre simultanément, est de nature à produire des effets durables sur la vie des communautés locales.

En 2017, le transport représentait 27 % des émissions de gaz à effet de serre de l'Union européenne¹³. Le secteur de la mobilité nécessite une refonte profonde de ses orientations, en plaçant les citoyens et la planète au cœur de ses priorités. Par ailleurs, près d'un quart de la consommation mondiale de pétrole est aujourd'hui imputable à l'usage des véhicules particuliers. Le remplacement des véhicules thermiques par des véhicules électriques ne constitue pas, à lui seul, une solution suffisante ; les transports publics à faibles ou émissions nulles doivent être considérés comme une alternative viable et préférable à l'usage de la voiture individuelle et au déploiement continu de réseaux autoroutiers. Les centres urbains doivent être conçus en priorité pour la marche et le vélo, tout en offrant des alternatives adaptées aux personnes ne pouvant recourir à ces modes de déplacement.



Le secteur de la construction constitue également l'un des principaux contributeurs mondiaux aux émissions de gaz à effet de serre¹⁴, étant responsable d'environ 11 % des émissions mondiales, du fait de la production des matériaux et des processus de construction et d'entretien des bâtiments. L'application des principes de l'économie circulaire peut jouer un rôle déterminant dans la réduction significative de l'empreinte de ce secteur, tandis que la rénovation du parc bâti existant permettra sans aucun doute de réduire le gaspillage d'énergie.

À cet égard, des réglementations ambitieuses peuvent contribuer à promouvoir des normes environnementales élevées dans le secteur de la construction. Des économies d'énergie substantielles pourraient être réalisées si chaque logement était construit selon de plus hauts standards d'efficacité. La généralisation de normes strictes et de contrôles renforcés pour les bâtiments neufs est indispensable ; toutefois, il est tout aussi crucial de mettre en place des politiques de soutien et des incitations en faveur de la rénovation des bâtiments existants, qui représenteront environ 80 % du parc immobilier en Europe.

À l'avenir, chaque logement et chaque bâtiment devrait être construit à partir de matériaux bas carbone, recyclés et d'origine locale, chauffé à l'aide de sources d'énergie à faibles émissions de carbone, et conçu de manière à minimiser les besoins énergétiques grâce à une planification intelligente, notamment par l'optimisation de l'éclairage naturel. L'installation de panneaux solaires et l'amélioration de l'efficacité de l'usage de l'eau devraient devenir la norme, tandis que le développement urbain et les aménagements doivent intégrer davantage d'espaces verts et prévoir des infrastructures adaptées aux piétons, aux cyclistes, aux usagers des transports publics et à l'usage partagé des véhicules. Les gouvernements ont un rôle central à jouer pour répondre à la demande croissante de matériaux de construction à faible empreinte carbone.¹⁵

Les transformations de ces secteurs auront des effets majeurs sur la manière dont nous concevons et développons nos habitats, nos quartiers et nos territoires. Les plans de revitalisation fondés sur le concept de communautés énergétiques ou sur le modèle des quartiers à énergie positive doivent s'appuyer sur de nouveaux paramètres et règles de conception, afin de favoriser, à terme, des modes de vie plus durables pour les habitants.¹⁶

À l'échelle mondiale, les changements dans l'utilisation des terres, le cadre bâti, l'agriculture et la foresterie peuvent avoir un impact sur environ 40 % des émissions de GES.

¹⁰ Forum humanitaire mondial (2009) Changement climatique – Anatomie d'une crise silencieuse, Forum humanitaire mondial, Genève, Suisse, 136 p. <http://www.ghf-ge.org/human-im-pact-report.pdf>

¹¹ Agence internationale de l'énergie (2020) ODD⁷ : Données et projections - Accès à l'électricité, <https://www.iea.org/reports/sdg7-data-and-projections>

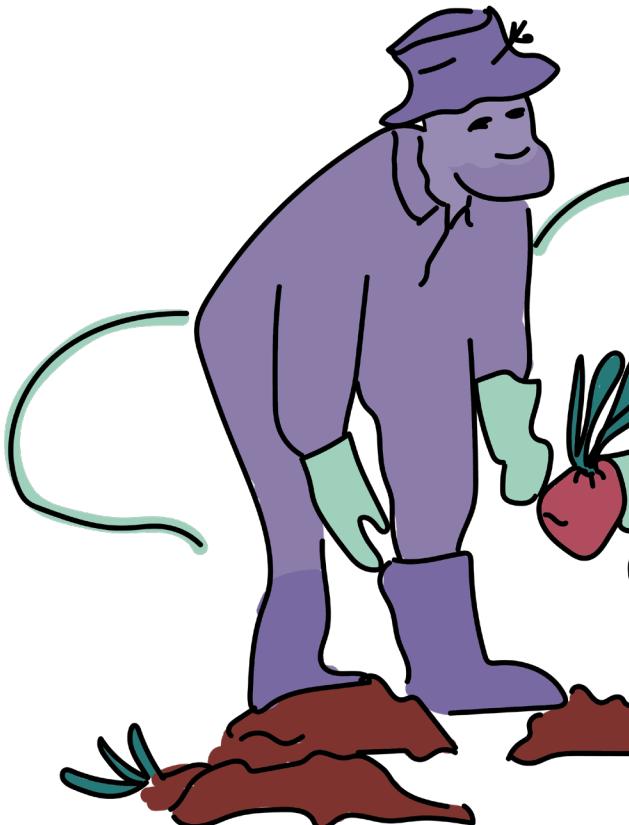
¹² Commission européenne (2020) Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions : Un nouveau plan d'action pour l'économie circulaire pour une Europe plus propre et plus compétitive. <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/9903b325-6388-11ea-b735-01aa75ed71a1/language-en>

¹³ Agence européenne pour l'environnement (2020) Émissions de gaz à effet de serre provenant des transports en Europe. <https://www.eea.europa.eu/data-and-maps/indicators/transport-emissions-of-greenhouse-gases-7/assessment>

¹⁴ IET et Université de Nottingham Trent (2020) Scaling up retrofit 2050. Institut d'ingénierie et de technologie, Royaume-Uni, 32 p. <https://www.theiet.org/media/5276/retrofit.pdf>

¹⁵ Chatham House (2018) Lehne, J., et Preston, F., Making concrete change: Innovation in low-carbon cement and concrete, Chatham House Reports, Londres, Royaume-Uni, 138 pp. <https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/publications/2018-06-13-making-concrete-change-cement-lehne-preston-final.pdf>

¹⁶ Coalition internationale pour l'accès à la terre et OXFAM (2020) Answeew, W., Balidinelli, G.M., et al., Unequal Ground: Land inequality at the heart of unequal societies, Land Inequality Initiative.



Placer la justice climatique au cœur de nos actions

Instaurer la justice climatique permet de rassembler les acteurs locaux et susciter l'action, tout en contribuant à réparer les injustices du passé. Les personnes et les communautés qui ont historiquement le moins contribué aux émissions de gaz à effet de serre sont celles qui subissent en premier et de manière disproportionnée les effets du changement climatique. À mesure que nous avançons vers une économie verte, il est impératif d'apporter un soutien significatif, à grande échelle, ainsi que de créer des opportunités pour les populations touchées par les catastrophes climatiques, telles que les événements météorologiques extrêmes, les sécheresses, les inondations ou l'élévation du niveau de la mer.¹⁷ L'ensemble des acteurs — en particulier ceux directement concernés par les décisions — doivent pouvoir prendre toute leur place autour de la table de discussion, être entendus et œuvrer collectivement afin d'éviter une aggravation de la crise climatique. Nous devons placer au cœur de chaque décision les voix et l'expertise des populations et des communautés locales touchées en premier et de la manière la plus sévère par le réchauffement climatique.

La transition écologique doit également être une transition juste. Elle constitue la feuille de route vers un avenir plus durable et plus équitable pour tous. Le changement climatique est un problème vaste et complexe qui nécessite des mesures tant au niveau local qu'au niveau gouvernemental.

Il est également essentiel que les investisseurs privés et les acteurs institutionnels soient informés et encouragés à se tourner rapidement vers des solutions locales fondées sur les énergies renouvelables.

Nous — vous — ne sommes pas impuissants, et il existe toute une série d'actions décisives à la portée de chacun. La plus importante consiste à demander des comptes aux élus et aux détenteurs du pouvoir, ainsi qu'aux entreprises. Utilisez votre vote et votre voix ; utilisez votre portefeuille et votre pouvoir d'achat pour exiger le changement et un avenir vivable. Engagez-vous et jouez un rôle au sein de votre écosystème local. Façonnez les décisions qui vous concernent.



Illustrations de Wonderland, Danny Nedkova

Les solutions fondées sur la nature reproduisent le fonctionnement des écosystèmes des milieux naturels — tels que les forêts, les tourbières, les zones humides et autres — et constituent un levier essentiel dans la lutte contre la crise climatique. Notre environnement bâti doit lui aussi fonctionner comme un micro-écosystème équilibré. Les forêts figurent parmi les solutions les plus efficaces face au réchauffement climatique ; toutefois, planter des arbres ne suffit pas. L'utilisation des sols, le bâti, ainsi que les pratiques agricoles et forestières doivent évoluer vers des écosystèmes naturels autorégulés. La reforestation doit permettre de restaurer les écosystèmes naturels et de régénérer une biodiversité riche. Plus un territoire est biodiversifié, plus il résiste aux chocs externes, tout en maintenant le carbone stocké hors de l'atmosphère.¹⁸ Enfin, les populations vivant au sein de ces écosystèmes locaux peuvent jouer un rôle déterminant dans leur restauration et leur entretien, comme l'ont déjà démontré avec succès de nombreuses communautés énergétiques développées selon une approche ascendante.

¹⁷ Global Witness (2020) Defending Tomorrow, 52 pp. <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/environmental-activists/defending-tomorrow/>

¹⁸ Oliver, T.H., et al. (2015) Biodiversity and resilience of ecosystem functions. *Trends in Ecology & Evolution*, vol. 30.11, pp. 673-684.





Un quartier de Karşıyaka, à Izmir, en Turquie. Image de wonderland Batuhan Akkaya

Que pouvons-nous faire aujourd'hui ?

En tant qu'individus, nous avons le pouvoir de faire évoluer nos comportements. Faire chaque jour un pas dans la bonne direction contribue à l'atteinte des objectifs de neutralité carbone. Multipliées par les actions de l'ensemble des citoyens, ces démarches ne laissent aucun doute : nos actions collectives peuvent entraîner une réduction significative des émissions de carbone, tout en adressant un message clair aux industries et aux décideurs. Nous sommes prêts au changement — à vous désormais d'agir, conformément à nos besoins.

Embouteillage, Madrid, Espagne, image de wonderland Batuhan Alkaya



Collaborer avec les communautés énergétiques

Les communautés énergétiques mutualisent des ressources pour investir dans des projets d'énergies renouvelables, facilitant ainsi l'accès des individus à une énergie propre. Vous pouvez rejoindre ou soutenir des communautés énergétiques afin de promouvoir la décentralisation de la production d'énergie et de créer des réseaux locaux plus résilients.



S'impliquer dans des projets énergétiques

Il s'agit avant tout d'un engagement politique pacifique et efficace, bien plus que d'un simple changement d'ampoule : exigez de vos représentants qu'ils agissent avec urgence. Mais vos gestes du quotidien comptent également. Investissez pour l'avenir et faites en sorte que votre argent travaille pour vous — et pour la planète.

En tant qu'individus, nous pouvons contribuer à orienter le secteur de l'énergie vers un avenir plus durable.



Equiper son domicile et son lieu de travail



Utiliser les énergies vertes et réduire sa consommation

Les énergies renouvelables constituent l'un des leviers les plus efficaces dont nous disposons dans la lutte contre le changement climatique. L'éolien comme le solaire ont connu au cours de la dernière décennie une croissance remarquable ainsi que des baisses de coûts considérables, sans signe de ralentissement.



Mobilité active et transports publics

Il s'agit d'un levier puissant dans la lutte contre le changement climatique. Éviter un vol aller-retour transatlantique permet d'économiser environ 1,6 tonne d'équivalent CO₂. Si le recours à l'avion est inévitable, il convient d'utiliser des mécanismes de compensation carbone efficaces, capables d'avoir un impact réel et durable sur les émissions de GES.



Continuer à exiger de meilleures opportunités

Plaidez en faveur de politiques publiques qui facilitent l'adoption de modes de vie sobres en carbone. Exigez des infrastructures favorables aux mobilités actives, des transports publics plus accessibles et des incitations au recours aux énergies renouvelables. Votre voix et votre participation comptent pour façonner les politiques locales, nationales et internationales.

¹⁹ Agence européenne pour l'environnement (2020) Émissions de gaz à effet de serre provenant des transports en Europe. <https://www.eea.europa.eu/data-and-maps/indicators/transport-emissions-of-green-house-gases-7/assessment>

CONCLUSION

— Sécheresses, inondations, incendies et événements météorologiques extrêmes dévastateurs frappent aujourd’hui des communautés du monde entier, de l’Australie à l’Arctique. Il nous reste moins d’une décennie pour préserver la planète. Une action immédiate et coordonnée de chaque personne sur cette Terre est essentielle à notre survie. Ce manifeste propose une feuille de route pour la transformation profonde dont le secteur de l’énergie a besoin afin de nous permettre d’affronter les crises à venir.

Les thématiques abordées concernent principalement le secteur de l’énergie, mais elles peuvent également être mises en relation avec d’autres domaines. Ce manifeste appelle à la mise en œuvre de projets équilibrés et solides, développés non seulement sur le plan technologique, mais aussi dans leurs dimensions juridiques, sociales, managériales, de gouvernance et environnementales. Chaque projet doit être une réussite.

À la lumière des expériences des dernières décennies, nous pouvons affirmer avec certitude que la résilience des projets repose sur une planification rigoureuse et une mise en œuvre détaillée. La suite dépendra de notre capacité à saisir cette opportunité et à reprendre en main notre avenir face à des entreprises qui continuent de le compromettre à des fins lucratives.

Cependant, ce manifeste ne vise pas uniquement à éviter les catastrophes. Il trace également la voie vers un avenir caractérisé par un air plus sain, ainsi qu’une sécurité et une protection environnementales durables. Les projets énergétiques peuvent être les moteurs de cette transformation ou, à minima, jouer un rôle central en étant intégrés à l’ensemble des démarches visant la neutralité carbone. Nous plaidons pour l’implication des citoyens dès les premières étapes des projets et pour leur appropriation rapide de ces initiatives. Les projets pionniers doivent devenir la norme afin d’avoir un impact réel sur les émissions et de garantir un avenir sain.

Nous avons exploré la manière dont les communautés énergétiques et les quartiers à énergie positive peuvent créer des synergies et se soutenir mutuellement face à leurs défis. Cette approche peut également être appliquée à d’autres concepts. Afin d’accélérer la transition énergétique, le manifeste appelle à :

Appréhender les dimensions clés des quartiers à énergie positive

Une approche équitable des quartiers à énergie positive implique de prendre en compte un ensemble de dimensions complémentaires :

Social : impliquer les communautés et garantir l’inclusivité.

Processus : rationaliser les opérations et les méthodologies.

Technique : tirer parti des technologies de pointe pour gagner en efficacité.

Gouvernance : établir des politiques et des cadres solides.

Environnementale : donner la priorité à la durabilité écologique.

Juridique : adapter les réglementations pour soutenir l’innovation.

Financière : garantir les investissements et gérer les coûts.

Managériale : assurer une gestion de projet efficace.

Demander pour le bien commun :

Un prix pour le carbone : mettre en place une tarification du carbone pour réduire les émissions.

Dépenses publiques pour le bien public : veiller à ce que les financements publics soutiennent des initiatives durables.

Énergie et innovation zéro carbone : encourager l’innovation dans les technologies énergétiques propres.

Transformer les industries : intensifier les efforts pour transformer les industries vers le zéro carbone.

Justice climatique : placer la justice climatique au premier plan de toutes les actions afin de garantir des résultats équitables.

Agir aujourd'hui :

S'impliquer dans des projets énergétiques : participer activement aux initiatives énergétiques locales.

Investir pour l'avenir : réaliser des investissements durables.

Utiliser l'énergie verte : opter pour des sources d'énergie renouvelables et réduire sa consommation.

Mobilité active : Choisir les transports publics et les options de mobilité active.

Collaborer avec les communautés énergétiques : s'engager aux côtés de collectifs dédiés à l'énergie.

Équiper son domicile et son lieu de travail : effectuez des améliorations énergétiques.

Continuer à exiger de meilleures opportunités : plaider en faveur de l'amélioration des politiques et des opportunités.

Dans notre analyse de la manière dont les communautés énergétiques et les quartiers à énergie positive (QEP) peuvent se compléter et se soutenir mutuellement, nous avons mis en évidence un cadre applicable à différents concepts de la transition énergétique. Afin d'accélérer les progrès, ce manifeste souligne la nécessité d'une compréhension globale des quartiers à énergie positive, couvrant les dimensions sociale, technique, de gouvernance, environnementale, juridique, financière et managériale.

Il met également en avant des exigences essentielles, notamment la tarification du carbone, l'investissement public dans la durabilité, l'innovation dans les énergies propres, la transformation des secteurs industriels et la justice climatique. Des actions immédiates sont indispensables : s'engager dans des projets énergétiques, investir dans la durabilité, recourir à des énergies vertes, promouvoir les mobilités actives, collaborer avec les communautés énergétiques, rénover les logements et les lieux de travail, et plaider en faveur de politiques publiques plus ambitieuses. Ensemble, ces leviers nous permettront de progresser vers un avenir énergétique plus durable et plus équitable.

Auteurs et collaborateurs

wonderland
Bahanur Nasya
Yilmaz Vurucu
Batuhan Akkaya

Graphisme et mise en page

wonderland
Danny Nedkova
Batuhan Akkaya

Traduction en français

Georges Mercier

wonderland
platform for european architecture
Donaufelder Straße 44/7/11
1210 Vienne
Autriche
office@wonderland.cx
www.wonderland.cx
+43 680 32 599 06

Responsable de l'organisation

Bahanur Nasya

Blind Date

Robert Körner
Danny Nedkova
Emily Paefgen

Project Space

Mary Sarsam
Batuhan Akkaya

movies in wonderland

Marlene Rutzendorfer

Wonderlab

Bahanur Nasya
Yilmaz Vurucu

Trésoriers

Maria Pischlöger
Mary Sarsam

wonderLAB –

Un laboratoire et un terrain d'expérimentation
interdisciplinaire de transformation urbaine ouvert 24
heures sur 24 !

Depuis 2013, wonderland célèbre les moments de co-créativité avec un format d'exposition intitulé wonderLAB, qui se déroule sur des sites réels avec des programmes variés. Pour échanger, informer, impliquer et responsabiliser. Fonctionnant comme un laboratoire urbain interactif et un terrain d'expérimentation, le wonderLAB aborde des thèmes socialement pertinents et liés à l'environnement bâti. L'exposition wonderlab contient une vaste archive d'informations, de pratiques et d'exemples en constante évolution et sera accompagnée de nombreux événements tels que le format d'atelier Project Space, la série de films au pays des merveilles, le format de discussion Blind Date et bien d'autres encore. Ce format permet de réunir des compétences internationales et des professionnels locaux. L'objectif est de garantir l'échange entre les experts locaux et internationaux.

Contactez-nous pour plus d'informations :

Bahanur Nasya
office@wonderland.cx

Les informations et opinions contenues dans le présent document relèvent de la seule responsabilité de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle de Wonderland ni celle de ses partenaires. Wonderland et ses partenaires ne garantissent pas l'exactitude des informations qui y figurent. Ni Wonderland, ni les partenaires, ni aucune personne agissant en leur nom ne peuvent être tenus responsables du contenu du présent document ni de l'usage qui pourrait en être fait.

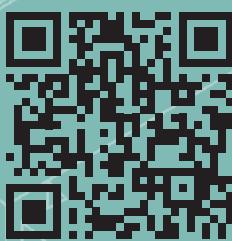
Document finalisé en septembre 2024.

Utilisez le code QR pour accéder au Manifeste PED dans différentes langues.



ISBN

978-3-903657-01-4



ISBN
978-3-903657-01-4



wonderland
platform for european
architecture

www.wonderland.cx